



DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA ÉDUCATION

CSA-SD DU 21 FÉVRIER 2024

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Monsieur l'Inspecteur d'Académie Adjoint, Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

L'Unsa Éducation est consternée par la manière dont l'École est considérée, ou plutôt déconsidérée. **4 ministres en seulement 7 mois !** (dont une qui, à peine nommée, a tenu des propos qui ont conduit à une colère légitime de l'ensemble de la communauté éducative.)

Le pilotage de l'École a besoin de stabilité, les enjeux sont d'ampleur pour toute la jeunesse et l'avenir d'un pays. Il ne s'agit pas seulement de nommer un VRP de la politique éducative arrêtée par le Président de la République ou le Premier Ministre.

Le projet d'École, conservateur et rétrograde, porté par Gabriel Attal ne passe pas pour l'Unsa Éducation. Pour nous, il s'agit d'un **abandon de l'ambition de la démocratisation de l'école**. Les choix avancés, sans preuve d'effets positifs, ne répondent pas aux objectifs de réduction des inégalités, ni aux enjeux de notre société sur les défis démocratiques et écologiques.

L'Unsa Éducation soutient **un collège pour tous**, sans sélection, qui scolarise ensemble tous les enfants d'une tranche d'âge, dans le respect absolu des besoins de chacun. **Les groupes de niveau qui vont être créés en collège ne correspondent pas à ces valeurs**. Ils sont vécus par les personnels comme une ségrégation scolaire. **Nous voulons la réussite de chaque jeune et non un tri qui les affecte définitivement dans une trajectoire déterminée. Sinon, qu'en serait-il de la promesse d'égalité des chances et du rôle émancipateur de l'École de la République ?**

Ce projet nous inquiète également car il met tout le système en tension. **Rien n'est pensé en lien avec la réalité des établissements et les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins**.

Dans notre département, les DGH notifiées sont insuffisantes dans de nombreux collèges pour mettre en place les groupes de niveaux en français et mathématiques en 6e et 5e et maintenir leur offre de formation. La répartition est un véritable casse-tête s'apparentant à la quadrature du cercle. Les équipes doivent piocher dans leur « marge » pour appliquer la consigne ministérielle et ceci se fait aux dépens de certains besoins pertinents évalués par les équipes : dédoublements, co-interventions et enseignements optionnels.

L'Unsa Éducation dénonce que le "choc des savoirs" soit financé uniquement avec la 26e heure de cours de 6e et la baisse démographique.

Les impacts sur l'organisation des enseignements seront aussi très importants et les conditions de travail des enseignants vont être considérablement dégradées. Mises en barrettes, emplois du temps morcelés, éclatements des groupes classes, enseignement sur l'ensemble des niveaux et impossibilité d'être professeur principal pour les enseignants de français et de mathématiques, compléments de services seront des dommages collatéraux de

cette réforme irresponsable au collège.

L'Unsa Éducation regrette que **le département ne comptabilise plus les élèves du dispositif Ulis dans les effectifs des classes** à compter de la rentrée 2024. Considérer qu'ils ne font pas partie des effectifs, c'est non seulement mépriser les enseignants qui consacrent du temps à l'accompagnement de ces élèves à besoins particuliers, mais surtout les élèves et leur famille. L'inclusion ne peut pas et ne doit pas se faire à n'importe quel prix ! Si ces élèves doivent être inclus le plus régulièrement possible dans les classes, ils doivent être pris en compte dans les effectifs !

La feuille de route du gouvernement entraîne tout le système dans une impasse qui tend à détruire les chances des élèves, en particulier les plus fragiles. Par son refus manifeste d'investir dans l'École, il continue de pousser à bout ceux qui la font vivre en générant exaspération, défiance, voire détresse. **L'Unsa Éducation attend un peu de sérieux et de continuité dans les politiques éducatives pour prendre à bras-le-corps les vrais sujets que sont l'inclusion, la mixité sociale et scolaire, l'attractivité et la revalorisation des métiers.**

Monsieur le Directeur Académique, nous ne voulons pas douter de votre engagement pour le service public. Nous vous demandons de faire connaître notre profonde inquiétude et notre grande colère. Les personnels ont besoin de se sentir considérés dans leurs missions complexes et essentielles. Les secousses médiatiques doivent cesser, place au courage politique et à la considération de celles et ceux qui font l'École chaque jour !

Nous vous remercions pour votre écoute.